

Autrefois plaque tournante, demain enclave isolée?

**Analyses concernant
l'adhésion de la Suisse à l'UE**

Sommaire

L'UE en plein développement	2
Le rôle des petits Etats dans l'Union européenne	3
Politique extérieure et neutralité.....	4
Libre circulation des personnes et chômage.....	5
Droits populaires, démocratie.....	6
Economie et monnaie	7
Contributions, impôts, intérêts	8
Solutions autres que l'adhésion?	9
Bref historique de l'Union européenne	10



NEUE EUROPÄISCHE BEWEGUNG SCHWEIZ
NOUVEAU MOUVEMENT EUROPÉEN SUISSE
NUOVO MOVIMENTO EUROPEO SVIZZERA

L'UE en plein développement

Depuis sa fondation, en 1951, il est d'usage de prédire l'échec de l'UE lors de tout changement ou élargissement structurel. En fait, elle sort de chaque crise grandie et renforcée. Pas à pas, elle est devenue la grande œuvre de la civilisatrice du 20e siècle.

L'idée de base: paix et prospérité

L'UE est la réponse aux conflits et aux guerres qui ont secoué et dévasté l'Europe au cours des siècles jusqu'en 1945. Hommes d'Etat et citoyens visionnaires ont voulu assurer une paix durable entre les ennemis héréditaires qu'étaient la France et l'Allemagne aussi bien que la prospérité de tout le continent.

L'identité d'intérêts avec la Suisse

L'UE est une communauté d'Etats démocratiques qui partagent certaines valeurs et qui ont compris qu'aucun Etat ne peut maîtriser à lui tout seul les défis de notre temps. L'UE et la Suisse poursuivent les mêmes objectifs: garantie des droits de l'homme, paix et liberté, amélioration des conditions socio-économiques et de la qualité de vie pour les citoyennes et citoyens, stabilité économique en Europe.

Le développement de l'UE est positif

En termes économiques, l'UE est un succès. Mais elle sait aussi se remettre en question pour éliminer ses points faibles: progressivement, elle a renforcé le rôle du Parlement, combattu la bureaucratie et la corruption et pris des mesures concrètes de décentralisation. Ainsi, le Parlement a contraint la Commission à démissionner au début de 1999. Par son élargissement vers l'Est, l'UE avance résolument sur le chemin difficile qui garantira la paix sur l'ensemble de notre continent.

L'UE est et restera toujours un chantier

A l'instar de la Suisse, l'UE est en constante mutation, son développement n'est jamais achevé. Qui attend que l'Europe soit parfaite, n'en fera jamais partie!

La Suisse aurait beaucoup à apporter

L'UE traverse à nouveau une phase de changements considérable: l'euro, l'ouverture vers l'Est, la réforme des institutions. D'importantes décisions seront à prendre au cours des prochaines années pour démocratiser les institutions et les rendre plus transparentes. C'est là que la Suisse pourrait apporter des expériences significatives – pour autant qu'elle soit membre!

Le rôle des petits Etats dans l'Union européenne

Les petits pays tels que le Luxembourg ou la Belgique ont plus d'influence dans l'UE que les petits cantons tels qu'Appenzell ou Glaris en Suisse. Autrement dit: plus nous retardons l'adhésion, plus la «maison Europe» se construira sans nous.

L'UE comprend plusieurs petits Etats comparables à la Suisse

Parmi les membres fondateurs déjà, nous trouvons des petits Etats: Pays-Bas, Luxembourg et Belgique. Depuis lors, l'Autriche et l'Irlande, Etats de taille comparable à la Suisse, sont devenus membres. En termes de surface et de population, la Suisse est un petit pays, mais en termes économiques, elle occupe une position forte, ce qui lui garantirait une influence de poids dans l'UE.

L'UE est fédéraliste

Contrairement au cliché du monstre centralisateur, le Conseil des ministres continue à jouer un rôle dominant dans la législation communautaire. Dans cet organe, tous les Etats membres sont représentés par un(e) ministre; c'est donc une solution fédéraliste.

L'UE protège ses petits Etats – comme la Suisse protège ses petits cantons

Dans les organes de décision de l'UE (Conseil des ministres, Parlement et Commission), le poids des petits Etats est proportionnellement plus élevé, du moins dans les votes à majorité qualifiée. Dans la pratique, on cherche jusqu'au bout le consensus. On ne règle que peu de problèmes par décision majoritaire, on ne lèse jamais les intérêts vitaux des Etats membres.

La politique de l'UE est comparable à une place de marché

Précisément parce que les grands ne peuvent pas simplement imposer leur volonté aux petits, on «marchande» beaucoup dans l'UE, on cherche des alliés pour ses propositions. La Suisse pourrait par exemple soutenir le Danemark sur les quotas pour la pêche (un domaine qui n'intéresse pas directement la Suisse), pour qu'en revanche les Danois nous aident à imposer une politique écologique dans l'espace alpin.

Les petits Etats le confirment: «Notre influence dans l'UE est énorme»

Si l'on interroge des représentant(e)s de petits Etats, ils confirment tous leur forte influence sur la politique de l'UE. Surtout quand ils assument pour 6 mois la présidence de l'UE (chaque Etat membre prend à tour de rôle la présidence pour un semestre), les petits Etats peuvent donner des impulsions décisives. C'est ainsi qu'en décembre 1998, l'Autriche a facilité la conclusion des accords bilatéraux avec la Suisse, dont les négociations traînaient depuis quelques années, et accéléré le début des négociations en vue de l'adhésion de six pays candidats.

Politique extérieure et neutralité

La paix qui règne dans la plus grande partie de l'Europe, dont notre pays bénéficie aussi, est le fait de l'UE. Mais notre comportement parasitaire, qui consiste à profiter plutôt que de se montrer solidaire, nuit de plus en plus à l'image de la Suisse.

Aucune contradiction avec la neutralité

L'UE n'est pas une alliance militaire. Des pays neutres tels que la Suède, la Finlande, l'Irlande et l'Autriche ont préservé leur neutralité comme membres de l'UE. Si elle le désire, la Suisse peut adhérer à l'UE en restant neutre. Elle n'est pas obligée de participer à d'éventuelles opérations militaires communes de l'UE.

La neutralité – un concept dépassé?

L'origine de la neutralité suisse remonte à une période marquée par le nationalisme et la guerre entre les grandes puissances. Mais depuis plus de 50 ans, une guerre en Europe occidentale est impensable. C'est incontestablement le fait de l'existence de l'UE. Dans ce contexte, notre neutralité sous sa forme actuelle a-t-elle encore un sens? Faut-il rester neutre face à des dictateurs comme Saddam Hussein ou Milosevic, ne devrions-nous pas, d'un commun accord avec nos pays voisins, combattre de tels dangers pour notre sécurité?

OTAN ou UE?

L'OTAN est une alliance défensive. Elle servait et sert encore de protection face à des ennemis extérieurs. Mais la consolidation de la paix en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale est due avant tout à la réconciliation franco-allemande et à la coopération économique dans la Communauté européenne.

L'UE et la guerre dans les Balkans

C'est à tort qu'on reproche à l'UE de n'avoir ni empêché les guerres balkaniques, ni su rétablir la paix. Mais on peut à juste titre critiquer certains Etats membres. Ce n'est que depuis le Traité de Maastricht que l'UE dispose d'une base pour une politique étrangère et de sécurité commune, qui en est encore à ses débuts. On peut tirer au moins une leçon des drames en Yougoslavie: l'Europe n'a pas besoin de moins, mais de plus de politique commune. Ce n'est qu'ainsi que les Européen(nes) pourront à l'avenir résoudre eux-mêmes des conflits européens

Libre circulation des personnes et chômage

La Suisse a une longue tradition de pays d'émigration aussi bien que d'immigration. Cette pratique est simultanément la base de l'esprit de tolérance, du fédéralisme et donc du «modèle suisse». S'en détourner reviendrait à mettre en question notre identité.

Une des libertés fondamentales de l'UE

Depuis 1993, les contrôles frontaliers sont abolis dans l'UE. Seul(e)s les citoyennes et citoyens de l'UE et de l'EEE peuvent se déplacer librement, étudier, chercher du travail et s'établir à l'intérieur des 18 Etats membres.

Le taux de chômage dans l'UE est élevé...

En moyenne, ce taux est deux fois plus élevé qu'en Suisse. En Espagne, le chômage des jeunes est même de l'ordre de 25%.

...mais varie fortement selon les régions.

Ainsi, le Luxembourg (3.9%), les Pays-Bas (4.4%), le Danemark (5.4%), l'Autriche (4.2%) ou l'Allemagne du sud, la Lombardie ou le Vorarlberg avaient en 1998 des taux de chômage comparables à la Suisse (3.9%). Cela démontre que ce sont surtout les petits Etats de l'UE ainsi que les régions hautement développées de nos pays voisins qui parviennent à contenir le chômage et que l'appartenance à l'UE n'a rien à voir avec le taux de chômage.

Il est faux de dire que l'UE «exporte» le chômage

L'expérience des trois Etats qui ont adhéré à l'UE en 1995 – Autriche, Suède et Finlande – prouve que l'adhésion ne fait pas augmenter le chômage. Au contraire, le marché unique, grâce à l'élimination des obstacles frontaliers et à l'intensification de la concurrence, favorise la croissance.

L'UE combat le dumping salarial

Pour empêcher le dumping salarial, l'UE a émis la directive sur les travailleurs détachés, qui prescrit que les travailleurs originaires de pays membres temporairement «détachés» dans un autre Etat membre bénéficient des mêmes conditions de salaire et de travail que les travailleurs indigènes.

La libre circulation est utile à tous...

A l'économie, parce qu'elle peut recruter la main-d'œuvre dans un réservoir de 370 millions de personnes. Aux citoyen(ne)s, parce qu'ils (elles) peuvent offrir leurs compétences et leur capacité de travail sans limites dans toute l'UE et même dans l'EEE (Espace économique européen). Aux apprenti(e)s et étudiant(e)s, parce qu'un stage ou des études dans un autre pays de l'UE ne pose plus de problème, que l'UE et les Etats d'origine subventionnent même ces activités. Aux retraité(e)s, parce qu'ils peuvent se déplacer librement dans l'UE et s'établir plus facilement dans un autre Etat membre.

...mais comporte aussi des risques...

La suppression des contrôles frontaliers facilite aussi le crime organisé (trafiquants de drogues, d'armes et de voitures volées, «touristes» du cambriolage) en Europe. Souvent, des requérants d'asile refoulés tentent d'obtenir un permis de séjour dans un autre Etat de l'UE.

...qu'il faut diminuer.

Les Etats membres de l'UE ont conclu les accords de «Schengen» et de «Dublin» pour atteindre ce but. Ils renforcent la coopération des polices nationales et des juges à l'intérieur de l'Union. Les requérants d'asile refoulés ne peuvent plus demander l'asile dans un autre pays de l'UE.

La Suisse n'est pas partie prenante!

Comme non-membre de l'UE, la Suisse bénéficiera de la libre circulation des personnes si l'accord bilatéral est ratifié, mais pas des mesures de recours (Schengen/Dublin). La Suisse sera donc de plus en plus attractive pour le crime organisé et les demandeurs d'asile refoulés.

Droits populaires, démocratie

Quelque 80% de nos initiatives et référendums ne seraient pas touchés par l'adhésion. D'ailleurs, au seuil du 21ème siècle, des structures politiques qui remontent au 19ème siècle sont de toute manière à revoir.

Référendum et initiative sont préservés

Notre adhésion à l'UE ne menace pas les instruments de démocratie directe, en particulier l'initiative populaire et le référendum. En fait, ces droits pourraient même être étendus (par exemple par le référendum constructif). Du reste, plusieurs Etats membres connaissent des éléments de démocratie directe (Italie, Danemark, certains Länder allemands) et on en parle aux Pays-Bas.

Restrictions des objets soumis au vote

Le droit communautaire prime le droit national, tout comme les lois fédérales priment les lois cantonales. On ne pourrait plus voter – ou seulement dans certaines limites – sur les questions qui relèvent de la compétence exclusive de l'UE. Mais notre démocratie directe est déjà restreinte par les dispositions coercitives du droit international. Dans tous les autres domaines, le peuple suisse reste souverain. L'Institut européen de Zurich a analysé les référendums de la période du 1.1.93 au 30.6.98, dont 46 obligatoires et 278 facultatifs. Sur les 46 obligatoires, seuls 4% auraient été concernés potentiellement et 14% effectivement. Et encore, cela ne signifie pas que les votations n'auraient pu se faire, parfois il n'aurait fallu que des adaptations mineures.

Elections

Pas de changement concernant les élections fédérales et cantonales. Au niveau communal, les citoyen(ne)s de l'UE, et eux seulement, disposent du droit de vote et d'éligibilité.

L'influence dans l'UE compense la restriction des droits populaires

L'adhésion à l'UE nous vaudra des droits démocratiques supplémentaires: le peuple suisse pourra élire des députés au Parlement européen, dont les compétences ont été élargies. Par ailleurs, les citoyen(ne)s suisses résidant dans un Etat membre obtiendraient le droit de vote au niveau communal.

Tous les Etats membres de l'UE sont des démocraties qui ont fait leurs preuves, même si l'UE souffre encore d'un certain déficit démocratique. C'est seulement par l'adhésion que la Suisse a une chance de faire bénéficier l'Union de ses propres traditions démocratiques. Une tendance vers plus de démocratie est d'ailleurs manifeste en Europe aujourd'hui.

Economie et monnaie

L'Europe est l'artère de notre économie. Enclave par voie terrestre, aérienne et maritime, la Suisse a un intérêt vital d'assurer que les relations avec nos 370 millions de voisins européens soient basés sur l'égalité des droits et se déroulent sans frictions.

Un espace économique sans frontières

L'UE est le plus grand espace économique du monde, plus grand que les USA. Tout autour de la Suisse, les marchandises, services, capitaux et avant tout les hommes circulent sans obstacles douaniers et contrôles frontaliers.

Bon pour l'économie, bon pour les PME

Ce ne sont pas les grandes sociétés (multinationales), mais les petites et moyennes entreprises (PME) qui profiteront surtout de l'adhésion. Une PME ne peut pas, comme le font les multinationales, ouvrir des filiales partout à l'étranger. Elle a besoin du libre accès aux marchés étrangers. L'UE est le plus grand marché d'exportation de la Suisse: En 1997, les 59.7% de nos exportations étaient absorbés par les 15 Etats membres. C'est surtout pour les entreprises actives dans les technologies de pointe qu'il est important de pouvoir engager des spécialistes étrangers sans obstacles bureaucratiques. Cette possibilité est assurée par la libre circulation des personnes.

Nouvelles chances pour l'agriculture

Tout comme en Suisse, les prix agricoles à la production sont sous pression dans l'UE. C'est pourquoi il est essentiel que l'agriculture suisse se spécialise dans des niches profitables. La Suisse est un leader mondial de la culture biologique. C'est une force, car à notre époque de «culture hors sol» et de tomates génétiquement modifiées, la demande pour des aliments naturels ne peut qu'augmenter.

L'euro - bon pour la Suisse

L'euro est une réalité. Tout autour de la Suisse, la monnaie unique s'impose au commerce et au tourisme. Le risque du taux de change disparaît. Un coup d'oeil suffit pour comparer les prix d'un pays à l'autre. Le consommateur en profite directement. Une banque centrale indépendante contrôle l'inflation et maintient la stabilité. Tant que la Suisse n'est pas membre de l'UE, elle ne peut pas profiter de ces avantages. Nous sommes toujours exposés au risque du taux de change et ne pouvons que difficilement comparer les prix. Comme le franc suisse est une monnaie de refuge traditionnelle, son cours pourrait s'envoler à n'importe quel moment, ce qui serait catastrophique pour notre industrie d'exportation. La plus grande partie de nos exportations étant absorbées par l'UE, notre participation à l'Union monétaire nous protégerait aussi contre d'éventuelles faiblesses de l'euro.

Contributions, impôts, intérêts

Les Etats membres riches financent l'UE – et par là même la solidarité avec les pays moins privilégiés – parfois depuis des décennies. Seul la richesse de la Suisse se comporte comme si la construction de la maison commune Europe ne le concernait pas.

Contribution: 3.4 milliards...

En cas d'adhésion, la Suisse devrait verser env. CHF 4.6 milliards au budget de l'UE, et inversement en recevrait 1.2 milliards. L'adhésion à l'UE nous coûterait donc CHF 3.4 milliards nets.

...mais une contribution payante.

La Suisse serait donc bien contributrice nette. Pourquoi devrions-nous contribuer autant? Parce que l'adhésion apporte à notre économie des avantages de poids, surtout l'élimination de discriminations de tous genres: nos entreprises pourraient lutter à armes égales dans le domaine des standards techniques et du risque du cours de change. Notre marché intérieur passerait de 7 à plus de 370 millions de consommateurs. Bref, l'économie suisse bénéficierait de meilleures conditions-cadre, ce qui aiderait à créer des emplois et à assurer la prospérité.

TVA plus élevée: compensation possible

Dans les Etats membres, le taux minimal de TVA est de 15%. L'augmentation à ce niveau apporterait à la Confédération 15 milliards de revenus annuels supplémentaires. Après déduction de la contribution de 3.4 milliards, il resterait plus de 11 milliards pour réduire d'autres impôts, afin que la charge fiscale totale n'augmente pas ou seulement dans des limites acceptables.

Intérêts hypothécaires et loyers

Les taux d'intérêt suisses sont légèrement inférieurs à ceux de la zone euro, où ils ont graduellement baissé en prévision de l'Union monétaire. Comme la Suisse et les principaux pays de l'UE connaissent des cycles conjoncturels très similaires, l'écart entre les taux d'intérêt devrait rester faible voire diminuer. Les taux en Europe ont d'ailleurs constamment baissé en Europe depuis le milieu des années 90.

Le coût de l'adhésion est relatif

Il faut voir ce coût dans le contexte du budget de la Confédération et en rapport avec d'autres dépenses. Il ne représenterait pas plus de 6.5 % dudit budget, à peu près autant que l'éducation et les sciences, moins que le service de la dette (1998). De plus, les sommes versées aux Etats membres les plus pauvres favorisent la croissance et amènent plus de stabilité en Europe, ce qui sert aussi les intérêts de la Suisse. D'autre part, les bénéfices plus élevés des entreprises compenseraient largement le coût de l'adhésion.

Solutions autres que l'adhésion?

Toute solution autre que l'adhésion relève du bricolage et affaiblit notre autodétermination au lieu de la renforcer. Seule l'adhésion pleine et entière à l'UE nous permet de participer aux décisions et nous protège contre les discriminations.

La voie solitaire

isolerait la Suisse du point de vue politique, économique et culturel et en ferait un cas à part en Europe. Aucun pays d'Europe ne renonce à entretenir et mettre à jour ses rapports contractuels avec l'UE. Notre accord de libre-échange date de 1972, est totalement dépassé et ne donne pas à nos entreprises l'accès au marché intérieur de l'UE. L'idée de conclure des accords de libre-échange avec les Etats-Unis et le Sud-Est asiatique au lieu de devenir membre de l'UE est géographiquement absurde, économiquement indéfendable et politiquement irréaliste.

Les accord bilatéraux

n'éliminent pas les handicaps de la Suisse dans le marché intérieur de l'UE, ils atténuent simplement les plus lourds d'entre eux. Ils ne sont qu'une solution à court terme, raisonnable sous l'angle de la politique intérieure, parce qu'ils mènent la Suisse vers le marché unique par étapes.

L'Espace économique européen (EEE)

nous donnerait accès au marché unique de l'UE. Mais il cimenterait notre position à l'écart du processus politique d'union. La Suisse deviendrait une banlieue de l'UE, dont elle devrait reprendre la législation sans pouvoir l'influencer.

L'UE est avant tout un projet politique

Les inconvénients économiques d'un Etat tiers peuvent être compensés dans une certaine mesure par des accords bilatéraux, même si le prix à payer serait élevé. Quant à l'isolement politique, il ne peut être surmonté que par l'adhésion.

Toutes les alternatives feraient de la Suisse un appendice économique de l'UE, tout en la privant de la possibilité d'influencer son évolution ultérieure. En définitive, elles ne lui vaudraient pas plus mais moins de droits d'autodétermination. La Suisse serait considérée comme un «voyageur sans billet» (resquilleur), laissant le soin aux autres de s'occuper de la paix et de la stabilité sur le continent. Une telle politique de l'autruche serait indigne de la Suisse.

Bref historique de l'Union européenne

- 1951:** Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas fondent la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).
- 1957:** Le Traité de Rome institue la Communauté économique européenne (CEE) et l'Euratom.
- 1959:** L'Association européenne de libre-échange (AELE), est fondée pour faire « concurrence » à la CEE.
- 1972:** Grande-Bretagne, Danemark et Irlande entrent dans la CE
- 1979:** Première élection du Parlement européen au suffrage universel
- 1981:** La Grèce devient membre de la CE
- 1986:** Entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CE
- 1987:** Acte unique européen: décision de créer le marché unique
- 1992:** Le marché unique est réalisé
- 1992:** Institution de l'Espace économique européen (EEE). La Suisse est le seul pays d'Europe occidentale à ne pas en faire partie.
- 1993:** Le Traité de Maastricht entre en vigueur, la CE devient l'UE, qui se dote d'une politique extérieure et intérieure. Le principe de subsidiarité demande que les décisions se prennent au niveau le plus bas: l'UE ne prend que les décisions qui doivent raisonnablement se prendre à ce niveau.
- 1995:** Finlande, Suède et Autriche adhèrent à l'UE. Le peuple norvégien rejette l'adhésion, mais la Norvège reste dans l'EEE.
- 1998:** Début des négociations avec 5 Etats d'Europe centrale et orientale et Chypre
- 1999:** L'euro est une réalité, d'abord comme monnaie de compte seulement
- 1999:** Le Traité d'Amsterdam renforce la politique extérieure et de sécurité et la capacité de décision de l'UE. Elargissement des compétences du Parlement européen
- 2002:** Introduction des billets et pièces de l'euro, disparition des monnaies des membres de l'Union monétaire.

Le texte présent a été élaboré au printemps 1999 par la Commission communication du NOMES.

© Nouveau Mouvement européen Suisse, Beaulieustrasse 78, case postale 49, 3000 Berne 26

E-Mail: europa@bluewin.ch

Internet: <http://www.europa.ch>

La présente brochure peut être obtenue gratuitement à l'adresse ci-dessus. La reproduction est autorisée avec indication de la source.